

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 8 MARS 1911.

Projet de loi concernant les descendants des Limbourgeois et Luxembourgeois qui ont perdu la nationalité belge par suite des traités du 19 avril 1839 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DES NATURALISATIONS ⁽²⁾,
PAR **M. POULLET**.

MESSIEURS,

Le projet de loi au sujet duquel la Commission permanente des naturalisations, constituée en Commission spéciale, a l'honneur de vous faire rapport contient deux dispositions dont l'objet est nettement distinct et la portée fort différente.

L'une — formulée à l'article 2 du projet de loi — dispose pour l'avenir et accorde, pour un temps limité, en vue de l'acquisition de la nationalité belge, aux enfants et descendants des Limbourgeois et Luxembourgeois qui ont perdu la nationalité belge par suite des traités de 1839, des facilités analogues à celles que leur avaient accordées déjà, pour un temps limité également, les lois du 1^{er} avril 1879 et du 25 mars 1894.

L'autre — formulée dans l'article 1^{er} du projet — *interprète*, par voie d'autorité, conformément à l'article 28 de la Constitution, les dispositions des lois du 1^{er} avril 1879 et du 25 mars 1894 relatives à ces facilités.

(1) Projet de loi, n° 76.

(2) La Commission permanente des naturalisations est composée de MM. VAN CLEEMPUTTE, *président*; DE KERCHOVE D'EXAERDE, GENDEBIEN, HORLAIT, OUYERLEUX, POULLET et VAN DER LINDEN.

I.

On connaît les origines des lois du 1^{er} avril 1879 et du 25 mars 1894. C'est un principe invariable du droit international que lorsqu'à la suite d'événements de guerre ou autres un État est amené à céder une partie de son territoire, les nationaux de l'État cédant qu'un lien particulier rattache au territoire cédé perdent de plein droit leur nationalité pour se rattacher désormais à la nationalité de l'État cessionnaire. C'est ainsi que l'abandon à la Hollande, en 1839, d'une partie du Luxembourg et du Limbourg a fait perdre, de plein droit, aux Belges qu'un lien particulier rattachait aux territoires cédés la nationalité belge ⁽¹⁾.

C'est également un principe invariable du droit international que les nationaux de l'État cédant peuvent se soustraire à cette dénationalisation et conserver leur nationalité antérieure, en se soumettant aux conditions et en remplissant les formalités que détermine librement, tout au moins au regard de sa propre nationalité, la législation de l'État cédant, lorsque le traité de cession n'a rien convenu à cet égard.

Les traités de 1839 ne s'étant pas expliqués sur la matière, la loi du 4 juin 1839 fixa les conditions auxquelles les Limbourgeois et les Luxembourgeois cédés, privés, en principe, de la nationalité belge par l'effet de la cession, pouvaient se soustraire à cet effet et conserver la nationalité belge. Ces conditions étaient au nombre de deux : 1° une déclaration formelle d'option en faveur de la nationalité belge; 2° la production d'un certificat d'une administration communale belge constatant le transfert de leur domicile sur le territoire actuel de la Belgique.

Un grand nombre de Limbourgeois et de Luxembourgeois cédés qui avaient transporté, dans les délais utiles, leur domicile sur le territoire actuel de la Belgique négligèrent de faire la déclaration exigée en vertu de la première condition; d'autres firent une déclaration nulle ou insuffisante. Ils n'avaient donc pas recouvré la nationalité belge que la cession leur avait fait perdre.

La loi du 1^{er} avril 1879 vint à leur secours en leur accordant de nouveaux délais pour faire la déclaration omise, nulle ou insuffisante.

Mais il arriva de nouveau qu'un certain nombre d'intéressés négligèrent

(1) D'après la loi du 4 juin 1839, interprétée par celle du 1^{er} juin 1878, le lien qui doit rattacher un Belge au territoire cédé, pour que la cession de ce territoire affecte sa nationalité, diffère suivant qu'il s'agit de Belges par la naissance, de Belges par le bienfait de la loi ou de Belges par la naturalisation. Pour perdre la nationalité belge par suite de la cession, ceux qui étaient Belges par le bienfait de la loi ou par la naturalisation devaient se rattacher au territoire cédé par le lien du domicile, c'est-à-dire être domiciliés dans une des communes cédées (art. 2). Ceux qui étaient Belges de naissance, au contraire, ne perdaient la nationalité belge que s'ils étaient nés sur le territoire cédé (art. 1) et se rattachaient, en outre, à ce territoire par leur filiation, c'est-à-dire par la circonstance que leurs parents ou ascendants étaient originaires du territoire cédé.

encore de profiter des facilités qui leur étaient offertes. La loi du 25 mars 1894 y remédia en ouvrant aux intéressés de nouveaux délais.

*
* *

La loi du 1^{er} avril 1879 ne se borna d'ailleurs pas à venir au secours des seuls Limbourgeois et Luxembourgeois cédés qui avaient omis leur déclaration d'option, etc. : elle alla plus loin ; et c'est ici que nous arrivons à l'objet précis du projet de loi dont la Commission est saisie : elle permet (art. 4, §§ 2 et 3) aux *enfants et descendants* de ces Limbourgeois et Luxembourgeois cédés de réclamer la qualité de Belge en remplissant, dans les délais qu'elle indiquait, les formalités que la loi du 4 juin 1839 avait imposées à leurs auteurs eux-mêmes.

Un certain nombre d'intéressés ayant négligé de profiter de la faveur, la loi du 25 mars 1894 leur accorda de nouveaux délais à cette fin.

Comme ces délais sont aujourd'hui expirés ⁽¹⁾ et qu'il reste cependant un certain nombre d'enfants et de descendants de Limbourgeois et Luxembourgeois cédés qui ont négligé de profiter des faveurs qui leur étaient accordées, le Gouvernement, mû par les motifs qui ont inspiré les lois de faveur précédentes, vous propose d'accorder aux intéressés de nouveaux délais pour se mettre en règle.

Cette proposition fait l'objet de l'article 2 du projet et est ainsi conçue :

« ART. 2. — Les enfants et descendants majeurs de tout individu qui, ayant pu conserver la qualité de Belge aux termes de l'article 1^{er} de la loi du 4 juin 1839, l'aura perdue en négligeant de faire la déclaration requise ou de transférer son domicile en Belgique, pourront réclamer la qualité de Belge dans le délai de deux années à compter du jour de la publication de la présente loi, en remplissant les formalités prescrites par la disposition précitée de la loi de 1839.

» Ses enfants et descendants mineurs seront admis à faire cette réclamation moyennant l'accomplissement des mêmes formalités dans l'année qui suivra l'époque de leur majorité. »

La Commission vous en propose l'adoption.

*
* *

La Commission s'est demandé s'il convenait de restreindre aux *seuls enfants et descendants* de Limbourgeois et Luxembourgeois cédés la faveur de nouveaux délais pour acquérir la nationalité belge. Ne convenait-il pas, à l'instar des lois du 1^{er} avril 1879 et du 25 mars 1894, d'ouvrir de nouveaux délais aux Limbourgeois et Luxembourgeois cédés eux-mêmes?

(1) Sauf pour les intéressés qui, mineurs lors de l'entrée en vigueur de la loi du 25 mars 1894, n'ont pas encore dépassé, à l'heure actuelle, l'année qui suit l'époque de leur majorité (art. 6, § 2).

Sans doute, ceux qui pourraient en profiter ne doivent pas être très nombreux, puisque les survivants des Belges qui ont été personnellement et directement atteints par les traités du 19 avril 1879 ont dépassé aujourd'hui l'âge de 71 ans. Mais n'y en eût-il que quelques-uns, il serait cependant choquant que leurs enfants et descendants se voient octroyer une faveur dont ils seraient exclus eux-mêmes. La Commission n'a pas cru devoir formuler un amendement formel à cet égard. Mais elle a pensé qu'il convenait d'attirer sur la question l'attention de la Chambre et du Gouvernement.

Lors de la discussion, celui-ci pourra s'expliquer sur les motifs qui l'ont déterminé, en renouvelant les faveurs des lois de 1879 et de 1894, à en restreindre le bénéfice aux seuls enfants et descendants des Limbourgeois et Luxembourgeois cédés.

II.

Le projet de loi qui vous est soumis ne se borne pas à renouveler les faveurs accordées, en vue de l'acquisition de la nationalité belge, par les lois du 1^{er} avril 1879 et du 25 mars 1894 aux enfants et descendants des Limbourgeois et Luxembourgeois qui ont perdu la nationalité belge par suite des traités de 1839, il interprète aussi, dans son article 1^{er}, par voie d'autorité, les dispositions de ces lois relatives à cette faveur.

Une grave controverse, en effet, a surgi, dans l'application de ces lois, sur le point de savoir à quelles conditions était subordonné le bénéfice de la faveur qu'elles faisaient aux *enfants et descendants* des Limbourgeois et Luxembourgeois cédés.

Il n'a pas été contesté qu'ils ne dussent se soumettre aux conditions et formalités prescrites pour les Limbourgeois et Luxembourgeois cédés eux-mêmes : l'article 4, §§ 2 et 3 de la loi du 1^{er} avril 1879 et l'article 6 de la loi du 25 mars 1894 s'en expliquaient nettement. Les intéressés devaient donc : 1^o faire une déclaration d'option ; 2^o produire un certificat constatant qu'ils avaient établi leur domicile sur le territoire actuel de la Belgique.

Mais une controverse s'est élevée sur le point de savoir si les *enfants et descendants* des Limbourgeois et Luxembourgeois cédés pouvaient profiter de la faveur offerte, *alors même que leurs auteurs* n'auraient pas transféré leur domicile en Belgique. Sur ce point les textes de la loi du 1^{er} avril 1879 et du 25 mars 1894 étaient moins nets. La Cour de cassation, dans les arrêts rappelés par l'Exposé des motifs du projet, parut d'abord les interpréter dans le sens que cette condition n'était pas exigée. Mais les derniers arrêts ont décidé que les faveurs de la loi du 1^{er} avril 1879 et du 25 mars 1894 n'étaient accordées qu'aux enfants et aux descendants des Limbourgeois et Luxembourgeois cédés qui auraient eux-mêmes transféré leur domicile en Belgique : qu'elles devaient être refusées aux enfants de ceux qui n'avaient pas transféré leur domicile en Belgique.

Frappé des conséquences graves que cette jurisprudence peut

entraîner pour le statut personnel de nombreux concitoyens qui, sur la foi des premiers arrêts, se considéraient et étaient considérés comme Belges, faisant observer, en outre, que plusieurs de ces personnes ont pu comme magistrats, fonctionnaires, témoins, officiers de l'état civil participer à des actes, dont la validité pourrait être compromise à raison de la qualité d'étranger qu'il faudrait reconnaître à ces personnes en vertu des derniers arrêts, le Gouvernement vous propose de confirmer, par voie d'autorité, au moyen d'une loi interprétative, la jurisprudence première de la Cour de cassation. Tel est l'objet de l'article 1^{er} du projet qui vous est soumis. Il est ainsi conçu :

« ARTICLE PREMIER. — L'article 4, alinéas 2 et 3, de la loi du 1^{er} avril 1879 et l'article 6 de la loi du 25 mars 1894 sont interprétés de la manière suivante :

» Les enfants et descendants des personnes visées à l'article 2 des lois précitées peuvent réclamer la qualité de Belge, alors même que leurs auteurs n'auraient pas transféré leur domicile en Belgique, en vue de jouir du bénéfice de l'article 1^{er} de la loi du 4 juin 1839. »

Appelés à interpréter des lois existantes et non pas à formuler une législation nouvelle, nous devons avant tout rechercher l'intention du législateur des lois du 1^{er} avril 1879 et du 25 mars 1894.

Au point de vue rationnel comme au point de vue des textes, il faut le reconnaître, la jurisprudence des derniers arrêts de la Cour de cassation peut se défendre par les raisons les plus sérieuses. Mais si l'on se place au point de vue des intentions du législateur telles qu'elles se sont manifestées au cours des travaux préparatoires de la loi du 25 mars 1894, on acquiert la conviction que le législateur était animé, à l'égard des *enfants et des descendants* des Luxembourgeois et Limbourgeois cédés, d'intentions hautement bienveillantes et généreuses et qu'il n'entendait nullement subordonner la jouissance des faveurs accordées à ces enfants et ces descendants à la circonstance que leurs *auteurs* eussent transféré leur domicile en Belgique ou manifesté d'une façon quelconque l'intention de devenir belges. Appelé à s'expliquer à la séance de la Chambre du 13 février 1894 sur la portée du projet, qui est devenu la loi du 25 mars 1894, et à justifier notamment pour quelles raisons le texte proposé n'était pas identique à celui de la loi du 1^{er} avril 1879, M. de Burlet, Ministre de l'Intérieur, après avoir rappelé l'interprétation que, d'après lui, la Cour de cassation avait donnée à la loi du 1^{er} avril 1879, disait que le texte nouveau était destiné à mettre l'ancien texte en harmonie avec cette interprétation, et il ajoutait :

« Il ressort de ce que je viens de dire une conséquence qui paraîtra sans
» doute excessive, mais qui n'est pas moins légale, à savoir qu'un individu
» né à l'étranger et qui n'a jamais eu ni domicile ni résidence en Belgique,
» pourra dans l'année ou à sa majorité, s'il est mineur, venir réclamer la
» qualité de Belge, pourvu qu'il fournisse la preuve qu'un de ses aïeux est

» né sur notre sol, même accidentellement, et encore bien que cet aïeul ou
» aucun de ses ascendants n'eût jamais songé à vivre parmi nous et à
» devenir Belge. C'est ainsi que s'expriment les commentateurs de la loi
» du 1^{er} avril 1879 et la jurisprudence est fixée dans ce sens. »

Il est manifeste que les enfants et descendants d'un Limbourgeois ou Luxembourgeois cédé qui n'a pas transféré son domicile en Belgique se trouvent exactement dans le cas prévu par M. de Burlet : ils réclament la qualité de Belge, en invoquant la circonstance qu'un de leurs auteurs est né accidentellement sur le sol belge, — dans une commune qui n'est plus belge aujourd'hui, — sans que cet auteur ait d'ailleurs songé, après la cession du Limbourg et du Luxembourg, « à vivre parmi nous et à devenir Belge ».

Comme le disait le Ministre, cette bienveillance est peut-être excessive, mais en présence des déclarations formelles du Gouvernement ayant pour objet de fixer la portée d'un amendement dont il était l'auteur, et en l'absence de toute contradiction tant au Sénat qu'à la Chambre, nous sommes autorisés à penser que cet excès de bienveillance a été voulu par le législateur.

La Commission vous propose en conséquence, d'accord avec le projet du Gouvernement, de consacrer définitivement cette interprétation. Il ne sera plus possible de contester désormais la qualité de Belge des *enfants et descendants* de Limbourgeois et de Luxembourgeois cédés, lorsque ces *enfants* et ces *descendants* ont satisfait, pour leur compte personnel, aux conditions d'option et de domicile prévues par la loi : la validité de leur option ne pourra être mise en cause à raison de la circonstance que leurs *auteurs* n'auraient pas transféré leur domicile en Belgique.

Par là même se trouveront définitivement consolidées les situations que la jurisprudence nouvelle de la Cour de cassation menaçait d'ébranler : c'est le but même que le Gouvernement s'est proposé d'atteindre par son projet de loi interprétative.

La Commission spéciale se joint au Gouvernement pour émettre le vœu que ce projet, qui sauvegarde des intérêts publics et privés des plus respectables, puisse être promptement examiné par la Chambre.

Le Rapporteur,

P. POULLET.

Le Président,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 8 MAART 1911.

Ontwerp van wet betreffende de afstammelingen van de Limburgers en Luxemburgers die den staat van Belg hebben verloren ten gevolge van de verdragen van 19 April 1839 (1).

VERSLAG

DOOR DEN HEER **POULLET** UITGEBRACHT NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE VOOR DE NATURALISATIËN (2).

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp, waarover de bestendige Commissie voor de naturalisatiën, als bijzondere Commissie vergaderd, de eer heeft verslag uit te brengen, bevat twee bepalingen waarvan het onderwerp en de strekking zeer verschillen.

De eene — in artikel 2 van het wetsontwerp omschreven — beschikt voor de toekomst en geeft voor een beperkten tijd, met het oog op het verkrijgen van de hoedanigheid van Belg, aan de kinderen en afstammelingen van de Limburgers en Luxemburgers die den staat van Belg hebben verloren ten gevolge van de verdragen van 19 April 1839, dezelfde gemakkelijke gelegenheid als die hun verstrekt, insgelijks voor een beperkten tijd, door de wetten van 1 April en van 25 Maart 1894.

De andere — in artikel 1 van het ontwerp omschreven — *verklaart*, langs den weg der wetgeving, overeenkomstig artikel 28 van de Grondwet, de bepalingen der wetten van 1 April 1879 en van 25 Maart 1894 betreffende die geschonken gelegenheid.

(1) Wetsontwerp, n^o 76,

(2) De bestendige Commissie voor de naturalisatiën is samengesteld uit de heeren VAN CLEENPUTTE, voorzitter, DE KERKHOVE D'EXAERDE, GENDERIEN, HORLAIT, OUYERLEAUX, POULLET en VAN DER LINDEN.

I.

De oorsprong van de wetten van 1 April 1879 en 25 Maart 1894 is bekend. Het is een onwankelbaar grondbeginsel van internationaal recht, dat, wanneer tengevolge van oorlogsgebeurtenissen of andere, een Staat gedwongen wordt een gedeelte van zijn grondgebied af te staan, de burgers van den afstanddoenden Staat, door een bijzonderen band aan het afgestane grondgebied gehecht, van rechtswege hun burgerschap verliezen en burgerschap in den overnemenden Staat verkrijgen. Aldus deed in 1839 de afstand aan Nederland van een gedeelte van Luxemburg en Limburg, van rechtswege aan de Belgen, door een bijzonderen band aan het afgestane grondgebied gehecht, de hoedanigheid van Belg verliezen ⁽¹⁾.

Het is insgelijks een onwankelbaar grondbeginsel van het internationaal recht, dat de burgers van den afstanddoenden Staat zich mogen onttrekken aan deze verandering van nationaliteit en hunne vroegere nationaliteit behouden, mits zij voldoen aan de voorwaarden en vervullen de formaliteiten, die het de wetgeving van den afstanddoenden Staat vrijstaat te bepalen, althans ten aanzien van zijne eigene nationaliteit, wanneer het verdrag van afstand daaromtrent niets heeft bepaald.

Daar de Verdragen van 1839 zich daarover niet uitlieten, stelde de wet van 1839 de voorwaarden vast, waarop de Limburgers en de Luxemburgers van het afgestane gedeelte, die in grondbeginsel, tengevolge van den afstand, hunne hoedanigheid van Belg hadden verloren, zich daaraan konden onttrekken en hunne hoedanigheid van Belg behouden. Er waren twee voorwaarden : 1^o eene bepaalde verklaring van optie voor de Belgische nationaliteit; 2^o het overleggen van een getuigschrift van een Belgisch gemeentebestuur, het overbrengen van hun domicilie op het tegenwoordig Belgisch grondgebied vaststellende.

Een groot aantal Limburgers en Luxemburgers van het afgestane gedeelte die, binnen den vereischten termijn, hun domicilie op het tegenwoordig grondgebied van België hadden overgebracht, verzuimden de bij de eerste voorwaarde vereischte verklaring af te leggen; andere legden eene nietige of onvoldoende verklaring af.

Zij hadden dus de hoedanigheid van Belg niet herkrepen, die de afstand hun had doen verliezen.

(1) Krachtens de wet van 4 Juni 1895, verklaard door die van 1 Juni 1878, verschilt de band, die den Belg aan het afgestane grondgebied moet hechten, om den afstand van dit grondgebied invloed te doen hebben op zijne nationaliteit, naar gelang het geboren Belgen geldt, Belgen door de weldaad der wet, of Belgen door naturalisatie. Om de hoedanigheid van Belg te verliezen door den afstand, moesten zij die Belg waren door de weldaad der wet of door naturalisatie, hun domicilie hebben in eene der gemeenten van het afgestane gedeelte (art. 2). De Belgen van geboorte, integendeel, verloren slechts hunne hoedanigheid van Belg wanneer zij op het afgestane grondgebied geboren (art. 1.) en bovendien daaraan door afstamming verbonden waren, dat wil zeggen door het feit dat hunne ouders of voorouders afkomstig waren van het afgestane grondgebied.

De wet van 1 April 1879 kwam hun te hulp, en verleende hun een nieuwen termijn tot aflegging van de verklaring welke zij verzuimd hadden af te leggen, of die zij hadden afgelegd, doch op zulke wijze, dat ze nietig of onvoldoende was.

Het gebeurde echter weer, dat sommige belanghebbenden verzuimden gebruik te maken van de gunstige gelegenheid die hun gegeven werd. De wet van 25 Maart 1894 voorzag daarin, en verleende aan de belanghebbenden een nieuwen termijn.

* * *

De wet van 1 April 1879 kwam niet enkel te hulp aan de Limburgers en Luxemburgers van het afgestane gedeelte die hadden verzuimd te verklaren aan welke nationaliteit zij de voorkeur gaven, enz. : zij deed meer; en hier komen wij aan het bepaalde doel van het wetsontwerp dat de Commissie in onderzoek nam : krachtens artikel 4, §§ 2 en 3 dezer wet, mochten de *kinderen en de afstammelingen* dier Limburgers en Luxemburgers de hoedanigheid van Belg opeischen, door binnen den bepaalden termijn de formaliteiten te vervullen, die de wet van 4 Juni 1839 aan hunne ouders had opgelegd.

De wet van 25 Maart 1894 verleende nieuwe termijnen, aan een zeker aantal belanghebbenden, die hadden verzuimd gebruik te maken van het toegestane voordeel.

Deze termijnen zijn thans verstreken ⁽¹⁾; daar er echter nog een zeker aantal kinderen en afstammelingen van Limburgers en Luxemburgers van het afgestane gedeelte overblijven, die nalieten gebruik te maken van de gegeven gunstige gelegenheid, zoo stelt de Regeering, om dezelfde redenen die de vroegere wetten hebben ingegeven, u voor, aan de belanghebbenden een nieuwen termijn te verleenen om zich in regel te stellen.

Dit voorstel is vervat in artikel 2 van het ontwerp en luidt als volgt :

« ART. 2. — De meerderjarige kinderen en afstammelingen van elken persoon die, naar luid van artikel 4 der wet van 4 Juni 1839, den staat van Belg heeft kunnen behouden, maar dezen heeft verloren door te verzuimen de vereischte verklaring af te leggen of zijne woonplaats naar België over te brengen, mogen den staat van Belg, binnen den termijn van twee jaren te rekenen van den dag der bekendmaking van deze wet, opvorderen mits zij vervullen de formaliteiten, welke bij de bovengemelde bepaling der wet van 1839 zijn voorgeschreven.

» Zijne minderjarige kinderen en afstammelingen zullen dezen staat

(1) Behalve voor de belanghebbenden, die minderjarig waren toen de wet van 15 Maart 1894 in werking trad, en voor wie het jaar, dat op hunne meerderjarigheid volgt, nog niet voorbij is.

mogen opvorderen, mits zij dezelfde formaliteiten vervullen binnen het jaar na hunne meerderjarigheid. »

De Commissie stelt u voor, dit artikel aan te nemen.

*
* *

De Commissie heeft zich afgevraagd of men de weldaad der nieuwe termijnen voor het verkrijgen van de hoedanigheid van Belg, diende te beperken tot de *kinderen en afstammelingen alleen der Limburgers en Luxemburgers* van het afgestane gedeelte. Paste het niet, naar 't voorbeeld der wetten van 1 April 1879 en 25 Maart 1894, nieuwe termijnen te bepalen voor de Limburgers en Luxemburgers zelf van het afgestane gedeelte ?

Ongetwijfeld zullen zij, die er nog kunnen gebruik van maken, niet zeer talrijk meer zijn, want de nog levende Belgen, die persoonlijk en rechtstreeks werden getroffen door de verdragen van 19 April 1839, hebben thans den leeftijd van 71 jaar overschreden. Doch al waren er slechts eenigen, zou het toch stootend zijn, dat aan hunne kinderen en afstammelingen eene gunst werd verleend, waarvan zij zelf zouden uitgesloten blijven. Dienaangaande heeft de Commissie geen bepaald amendement gemeend te moeten voorstellen. Zij heeft echter geoordeeld dat op dit punt de aandacht van de Kamer en van de Regeering diende gevestigd.

Tijdens de beraadslaging zal de Regeering de redenen kunnen opgeven, waarom, bij de hernieuwing van de voordeelen, verleend door de wetten van 1879 en 1894, dit voorrecht thans uitsluitend wordt beperkt tot de kinderen en afstammelingen van de Limburgers en Luxemburgers van het afgestane gedeelte.

II.

Het aan uwe goedkeuring onderworpen wetsontwerp bepaalt zich niet bij het hernieuwen van de voordeelen toegekend, tot verkrijging van de hoedanigheid van Belg, door de wetten van 1 April 1879 en 25 Maart 1894 aan de kinderen en afstammelingen der Limburgers of Luxemburgers die de hoedanigheid van Belg verloren ten gevolge van de verdragen van 19 April 1839; het verklaart ook bij artikel 1, langs den weg der wetgeving, de bepalingen dezer wetten betreffende die gunst.

Bij de toepassing van deze wetten ontstond een ernstig verschil van meening omtrent het punt te weten, aan welke voorwaarden was onderworpen het verleenen van het voordeel aan de *kinderen en afstammelingen* der afgestane Limburgers en Luxemburgers.

Het is niet betwist geworden dat zij zich moesten onderwerpen aan de voorwaarden en formaliteiten vereischt van de Limburgers en Luxemburgers van het afgestane gedeelte zelf : artikel 4, §§ 2 en 3 der wet van 1 April 1879 en artikel 6 der wet van 25 Maart 1894 zegden het

duidelijk. De belanghebbenden moesten dus : 1° eene verklaring van optie doen ; 2° een getuigenschrift overleggen, vaststellende dat zij hunne woonplaats hadden overgebracht naar het tegenwoordig grondgebied van België.

Doch een verschil van meening ontstond omtrent het punt te weten of de *kinderen en de afstammelingen* der Limburgers en Luxemburgers van het afgestane gedeelte het hun aangeboden voordeel mochten genieten *zelfs wanneer hunne ouders* hunne woonplaats naar België niet hadden overgebracht. Omtrent deze punten spraken te teksten der wet van 4 April 1879 en van 25 Maart 1894 minder duidelijk. In de arresten, aangehaald in de Memorie van toelichting, scheen het Hof van cassatie eerst die teksten te verklaren in den zin als ware die voorwaarde niet vereischt. Doch de laatste arresten hebben beslist, dat de voordeelen der wet van 4 April 1879 en van 25 Maart 1894 slechts werden verleend aan de kinderen en aan de afstammelingen der Limburgers en Luxemburgers van het afgestane gedeelte, die zelf hunne woonplaats naar België hadden overgebracht; dat die gunst moest worden geweigerd aan de kinderen van hen, die hunne woonplaats naar België niet hadden overgebracht.

Getroffen door de erge gevolgen die deze rechtspraak kan hebben voor het persoonlijk statuut van talrijke onzer medeburgers die, steunende op de eerste arresten, zich als Belg beschouwden en als Belg werden aangezien, doende opmerken, bovendien, dat sommige dezer personen in hunne hoedanigheid als magistraat, ambtenaar, getuige, ambtenaar van den burgerlijken stand hebben kunnen optreden bij akten waarvan de geldigheid zou kunnen worden betwist wegens hunne hoedanigheid van vreemdeling, op grond van de jongste arresten, zoo stelt de Regeering u voor, langs den weg der wetgeving de eerste rechtspraak van het Hof van cassatie te bekrachtigen. Daartoe strekt artikel 4 van het ontwerp dat u is onderworpen; het luidt :

« EERSTE ARTIKEL. — Artikel 4, alinea's 2 en 3, der wet van 4 April 1879 en artikel 6 der wet van 25 Maart 1894 worden, als volgt, uitgelegd :

» De kinderen en afstammelingen van de personen, bij artikel 2 der voormelde wetten bedoeld, mogen den staat van Belg opvorderen, ook al hadden hunne ouders hunne woonplaats naar België niet overgebracht, ten einde het voordeel te bekomen van het eerste artikel der wet van 4 Juni 1839. »

Daar wij geroepen zijn bestaande wetten te verklaren en niet eene nieuwe wet te maken, dienen wij, in de eerste plaats, het inzicht na te gaan van den vervaardiger der wetten van 4 April 1879 en van 25 Maart 1894.

Zoowel met het oog op de rede als met het oog op den tekst, moet men erkennen dat de rechtspraak der laatste arresten van het Hof van cassatie kan worden verdedigd om de ernstigste redenen. Doch, wanneer men de inzichten nagaat van den wetgever, zooals deze werden uitgedrukt tijdens de werkzaamheden die aan de wet van 25 Maart 1894 voorafgingen, komt men

tot de overtuiging, dat de wetgever jegens de *kinderen en de afstammelingen* van de afgestane Luxemburgers en Limburgers hoogst welwillende en edelmoedige inzichten aan den dag legde, en dat het geenszins in zijne bedoeling lag het genot der voordeelen, aan deze kinderen en afstammelingen verleend, te doen afhangen van de omstandigheid, dat hunne *ouders* hun domicilie in België hadden gevestigd, of op eene andere wijze hun inzicht hadden doen blijken Belg te worden. De heer de Burlet, toenmalig Minister van Binnenslandsche Zaken, werd ter Kamerzitting van 13 Februari 1894 aangezocht uitlegging te geven over het ontwerp, dat de wet van 25 Maart geworden is, en namelijk de redenen te doen kennen, waarom de voorgestelde tekst niet letterlijk overeenkwam met den tekst der wet van 1 April 1879 : na de verklaring te hebben herhaald die, zijns dunkens, het Hof van cassatie gegeven had van de wet van 1 April 1879, zegde hij dat de nieuwe tekst ten doel had den ouden tekst in overeenstemming te brengen met deze verklaring, en hij voegde erbij :

« Uit hetgeen ik zooveen zegde vloeit eene gevolgtrekking die voor-
» zeker overdreven zal schijnen, doch die niettemin wettelijk is, te weten
» dat een persoon in een vreemd land geboren, en die nooit woonplaats
» noch verblijf in België heeft gehad, binnen het jaar, of, zoo hij minder-
» jarig is, bij zijne meerderjarigheid, de hoedanigheid van Belg kan
» vorderen, op voorwaarde dat hij bewijs levert, dat een zijner voor-
» ouders op ons grondgebied, zelfs bij toeval werd geboren, en zelfs hoewel
» deze voorouder of geen enkel zijner afstammelingen er ooit aan gedacht
» heeft zich in ons midden te vestigen en Belg te worden. Zoo spreken
» de verklaarders van de wet van 1 April 1879 en de rechtspraak staat
» vast in denzelfden zin ».

Het is klaar, dat de kinderen en afstammelingen van een afgestanen Limburger of Luxemburger, die zijne woonplaats niet naar België heeft overgebracht, zich volkomen in het geval bevindt, door den heer de Burlet voorzien : zij vorderen de hoedanigheid van Belg door het inroepen van de omstandigheid, dat een hunner ouders toevallig op Belgisch grondgebied is geboren — in eene gemeente die thans geene Belgische gemeente meer is — zonder dat deze ouder er overigens aan had gedacht, na den afstand van Limburg en Luxemburg « in ons midden te leven en Belg te worden ».

Zooals de Minister zegde, is deze welwillendheid wellicht overdreven, doch bij de uitdrukkelijke verklaringen van de Regeering, met het doel de beteekenis te bepalen van een amendement dat van haar uitging en bij gemis van alle tegenspraak in den Senaat en de Kamer, zijn wij gerechtigd te denken dat deze overmaat van welwillendheid wel degelijk in de bedoeling van de Regeering lag.

Dientengevolge stelt de Commissie u voor, overeenkomstig het ontwerp der Regeering, deze verklaring voorgoed te bekrachtigen. Het zal voortaan niet meer mogelijk zijn, de hoedanigheid van Belg te betwisten aan de *kinderen en de afstammelingen* van afgestane Limburgers en Luxemburgers,

wanneer deze kinderen en deze afstammelingen persoonlijk hebben voldaan aan de door de wet voorziene voorwaarden van optie en woonplaats : de geldigheid van hunne optie zal niet kunnen ter sprake komen om reden van de omstandigheid dat hunne *ouders* hun woonverblijf niet zouden hebben overgebracht naar België.

Aldus zullen de toestanden, die de jongste rechtspraak van het Hof van cassatie aan het wankelen bracht, voorgoed gevestigd zijn ; dit was dan ook het doel dat de Regeering beoogde door haar verklarend wetsontwerp.

De bijzondere Commissie sluit zich aan bij de Regeering om den wensch uit te drukken, dat dit ontwerp, waarbij hoogst eerbiedwaardige openbare en private belangen worden gevrijwaard, spoedig door de Kamer in behandeling zal worden genomen.

De Verslaggever,

P. POULLET.

De Voorzitter,

JUSTIN VAN CLEEMPUTTE.

